

REPUBLIQUE FRANCAISE		dossier n° DP 95 254 21 B0001
<div data-bbox="357 181 542 376" data-label="Image"> </div> <p>Commune de FREMECOURT</p>		<p>date de dépôt : 08/01/2021 demandeur : Mr Pascal LE BLON pour : Modification de façade adresse terrain : 17 Résidence des Saules, à Frémécourt (95830)</p>

ARRÊTÉ N°4 du 04/03/2021

**De non opposition une demande de Déclaration préalable
au nom de la commune de FREMECOURT**

Le Maire,

Vu la demande de Déclaration préalable présentée le 08/01/2021 par Monsieur Pascal LE BLON demeurant 17 Résidence des Saules à Frémécourt (95830) ;

Vu l'objet de la demande :

- Pour : Création d'une fenêtre ;
- Sur un terrain situé 17 Résidence des Saules ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la loi du 31 décembre 1913, modifiée, sur les Monuments Historiques ;

Vu la loi du 2 mai 1930, modifiée, relative à la protection des Monuments Naturels et des Sites ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 21/02/2008, mis à jour le 24/01/2017 ;

Vu l'avis Défavorable de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine en date du 12 février 2021 ;

Considérant toutefois que la fenêtre dont il s'agit ne donne pas sur la voie publique, que la maison concernée est dans un lotissement moderne situé en zone UH du PLU, et qu'il n'y a aucune co-visibilité entre l'église, monument historique à protéger, et la maison concernée, qui sont distantes l'une de l'autre de plus de 450 mètres :

ARRETE

Article 1 : La demande de Déclaration préalable est **ACCEPTEE**.

Le 04/03/2021

Le Maire
Stéphane BALAN



Remis en main propre

le 06/03/2021

Pascal Le Blon

INFORMATIONS À LIRE ATTENTIVEMENT

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les 2 MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'État, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.